

Lycées : retirez les interdictions de manifester, répondez à la jeunesse !



Le ministère de l'Intérieur a demandé à tous les préfets de prendre des arrêtés interdisant de manifester le vendredi 2 octobre aux abords des 400 lycées fermés. Quand il s'agit de porter atteinte aux libertés fondamentales, l'ordre tombe en quelques heures. Mais pour les professeurs absents, les classes surchargées, la sélection par Parcoursup, et les bâtiments qui se dégradent, les réponses se font toujours attendre !

Les lycéennes et les lycéens parlent de cours qui ne sont pas assurés, de remplacements qui tardent, de conditions d'étude qui se détériorent, de bâtiments scolaires insalubres. Qu'ont fait les huit ministres de l'éducation nationale ces dernières années pour répondre à ces urgences légitimes ? Rien. Les lycéennes et lycéens ont raison de demander des moyens pour l'école et d'exprimer leurs inquiétudes concernant leur avenir, la situation internationale et le climat. Aucun arrêté préfectoral ne résoudra la crise actuelle.

Les incendies et violences commises, le plus souvent par des personnes extérieures aux établissements, n'ont rien à voir avec l'expression des revendications légitimes de la jeunesse et ne peuvent que les desservir. Ces actes sont d'ailleurs dénoncés par de nombreux manifestants.

Le PCF les condamne également comme il condamne l'usage disproportionné de la force par la police, signalé dans plusieurs villes. La justice devra faire toute la lumière sur ces faits. La sécurité de tous et toutes doit être assurée. Mais cela ne saurait justifier que l'on traite l'ensemble des jeunes mobilisés comme une menace pour l'ordre public.

La force de ce mouvement lycéen résidera dans sa capacité à faire entendre sa voix de manière pacifique mais déterminée. C'est le sens de l'action du Mouvement Jeunes Communistes de France qui met à disposition des cahiers de doléances pour porter la voix des lycéennes et lycéens mobilisés. Face à ce gouvernement qui refuse d'entendre la voix de la jeunesse, nous sommes à leurs côtés.

Edouard Geffray reçoit aujourd'hui les organisations lycéennes, les syndicats de personnels et les parents d'élèves. Le gouvernement a déjà renoncé aux frais d'inscription en BTS et en classes préparatoires. Ce premier recul doit être suivi d'engagements précis, avec des crédits et un calendrier, en commençant par

REPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES REPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat - BP14

40001 MONT-DE-MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 - N° 1567 - Jeudi 8 octobre 2026

remplacer les professeurs absents, recruter les personnels nécessaires, en finir avec les classes surchargées, remettre les lycées en état ! La suppression de Parcoursup est indispensable : plutôt que d'éliminer les jeunes selon leurs origines sociales, il faut construire un véritable service public de l'orientation et créer des places dans l'enseignement supérieur. L'argent à mobiliser existe quand 211 milliards d'euros d'aides aux grandes entreprises sont distribuées chaque année sans critère !

Le PCF est aux côtés des lycéennes et lycéens aujourd'hui engagés dans un mouvement de grande ampleur qui appelle à prendre la mesure de la crise de l'école publique et à y apporter des réponses immédiates et durables. Il demande le retrait de ces arrêtés et appelle le gouvernement à répondre aux revendications exprimées. Il appelle à ouvrir un débat national pour construire avec la jeunesse mobilisée un projet pour l'école qui lui ouvre un avenir. Le PCF appelle à soutenir la nouvelle journée de mobilisation lycéenne annoncée le 6 octobre. ■

Écouter notre jeunesse

La Fédération des Landes du PCF a apporté tout son soutien au mouvement lycéen par le biais d'un communiqué de presse.

« Le mouvement lycéen n'arrive pas par hasard. Il est le résultat, année après année, d'une dégradation des conditions d'accès aux savoirs. Classes surchargées, manque d'enseignants, mise en place de Parcoursup, baisse des moyens financiers dédiés au fonctionnement général des établissements...

Si toutes les violences sont à condamner, l'urgence est bien de construire un dialogue avec notre jeunesse.

Il faut entendre leurs souffrances et leurs craintes pour leur avenir.

Ouvrir un autre espoir pour notre jeunesse passe par une écoute et une prise en compte de leurs revendications.

Un avenir radieux pour notre jeunesse est possible si bien sûr les moyens humains et financiers sont décidés.

Écoutons les préoccupations de la jeunesse en donnant à l'Éducation Nationale les moyens d'assumer sa mission d'accès aux savoirs de la maternelle jusqu'à l'enseignement supérieur. » ■

Compte-rendu de la Commission Permanente du 28 septembre 2026

La rentrée du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine est marquée par la réunion des élu-e-s régionaux-les en Commission Permanente, pour voter plus de 150 dossiers, nécessaires à l'avenir de notre Région. Les conséquences du changement climatique ont marqué l'été en Nouvelle-Aquitaine, avec les incendies dans les Landes et en Gironde et les vagues de canicule. Nous avons ainsi pu voter le plan de soutien et ses 14 mesures en réponse aux incendies, pour soutenir les entreprises et les populations sur place. Les sujets traités lors de cette Commission ont été très variés, ce compte-rendu vous en donnera un aperçu.

Le plan régional de soutien aux victimes des incendies

Alors que la Nouvelle-Aquitaine a connu son pire incendie depuis 1949, la majorité régionale se devait d'apporter des solutions pour venir en aide aux populations impactées et pour relancer l'activité économique. Présente lors des événements pour reloger les populations évacuées et réactive sur le terrain, la Région prolonge son action en proposant un plan en 14 mesures, adressées aux victimes de cette catastrophe. 3 axes guident l'action de la Région : amortir le choc, organiser le rebond et reconstruire mieux. Nous retrouvons parmi les mesures prises : L'accompagnement des coopérations pour accélérer l'évacuation et la valorisation des déchets post-incendies

La préparation à la reconstitution des massifs L'adaptation de la DFCI au changement d'échelle du risque incendie Pour notre Groupe, nous devons renforcer ce plan en incluant les salarié-e-s et les populations locales.

Fonds de coopération interrégionale : une ouverture à la culture

Dans le cadre de la coopération de la Nouvelle-Aquitaine avec d'autres régions européennes, la Région mobilise le Fonds de coopération interrégionale pour soutenir deux projets culturels : le premier, Achtung Kultur !, vise à accueillir au sein d'une résidence 6 élèves photographes et le deuxième, Diako Art, renforce la coopération avec la Région d'Emilie Romagne sur la céramique contemporaine.

Gare de Morcenx

Engagée sur l'amélioration des mobilités des néo-aquitain-e-s, la Région soutient fortement le projet de Pôle d'Échanges Multimodal de la gare de Morcenx, dans les Landes. Ce projet passe par la requalification du parvis de la gare en espace public de qualité, de réorganisation de l'accès de la gare par tous les moyens de transport et de la création de places de stationnement. Le report modal sera ainsi facilité et chacune et chacun verra son expérience à la gare s'améliorer.

Lutte contre les discriminations

Impulsé par notre vice-présidente Catherine Bernardeau, le combat contre toute forme de discrimination est au cœur de notre politique. Engagé depuis toujours contre les discriminations, notre groupe appuie les actions de la Région lors des Journées internationales des droits de la femme (8 mars) et de l'élimination de la violence à l'égard des femmes (25 novembre). Ce combat se prolonge toute l'année grâce aux programmes de sensibilisation et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Nous agissons aussi sur la promotion de l'égalité femmes-hommes dans toutes les strates de la société.

Pour un tourisme social et solidaire

Chaque année encore, de trop nombreuses familles ne peuvent pas aller en vacances. Pour permettre à toutes et tous l'accès au tourisme, nous soutenons le développement des hébergements touristiques à visée sociale. C'est le cas du Village de la Baie des Sports à La Rochelle, qui accueille des dizaines de vacanciers dans ses 52 chambres et 68 appartements. S'appuyant sur sa diversité de paysages, notre territoire permet à chacune et chacun de trouver son bonheur. Cela passe par une action en parallèle sur le littoral et la montagne. Le long de l'océan, de nombreuses plages sont réaménagées en respectant l'environnement. Dans les Pyrénées comme dans le Massif central, les espaces montagneux sont aussi soutenus, avec par exemple la modernisation de l'arrivée du train de la Rhune.

Accès au sport pour toutes et tous

Parce que le sport est au cœur des enjeux de la société, la Région aide les associations sportives qui mettent en place des actions pour favoriser l'accès au sport. Moteur de cohésion sociale, le sport doit être ouvert à toutes et tous, quels que soient sa condition physique et sociale et son environnement. ■

La politique liberticide de l'extrême droite

Lors des votes de cette Commission Permanente, le Rassemblement National s'est fait remarquer par son opposition systématique à tout ce qui peut améliorer le quotidien des néo-aquitains et des néo-aquitaines. Ces votes Contre marquent le rejet, du côté de l'extrême droite, des valeurs fondamentales de notre société et de l'ambition de vivre ensemble. En votant contre une subvention à un des syndicats agricoles, le RN ne respecte pas l'égalité entre les organisations professionnelles et s'oppose au principe de pluralisme syndical. Pour se justifier, ils se défendent en disant préférer les syndicats "patriotiques", faisant une différence honteuse entre des bons et des mauvais syndicats. Le RN ne respecte pas non plus la liberté artistique et culturelle : ils se permettent de mépriser certaines œuvres culturelles, portant par exemple sur la colonisation ou l'agriculture. Ce parti va à l'encontre des obligations légales en votant contre les études environnementales nécessaires à la poursuite de la ligne Pau-Canfranc. Les jeux vidéo ont aussi été la cible de l'extrême droite, alors qu'ils font partie des principales créations audiovisuelles et culturelles de notre territoire. ■

Voyage du PCF en Palestine La résistance d'un peuple, l'urgence de la solidarité

Du 10 au 22 juillet 2026, une délégation du PCF s'est rendue en Cisjordanie occupée. Elle a réaffirmé la solidarité politique des communistes pour une Palestine libre et souveraine, condition d'une paix juste et durable.

Ce voyage s'est inscrit dans un contexte d'urgence politique face au génocide, à l'accélération du nettoyage ethnique mené par Israël et aux menaces existentielles qui pèsent sur le peuple palestinien. Elle a rassemblé les fédérations du Gard, du Gers, du Lot-et-Garonne, de Meurthe-et-Moselle, de l'Oise, des Pyrénées-Atlantiques, des Pyrénées-Orientales et du Val-de-Marne, aux côtés de la direction nationale, du MJCF et d'élus, ainsi que de Pierre Barbancey, grand reporter au journal l'Humanité.

En rencontrant l'OLP, dont le PPP (le Parti du peuple palestinien), il s'agissait de soutenir la résistance populaire, de mesurer la portée politique de la campagne des oliviers, rencontrer les communistes israéliens et développer des projets de jumelages entre communes françaises et palestiniennes.

Un génocide silencieux orchestré par un régime d'apartheid et de terreur qui empire chaque jour, face à l'inaction des pays occidentaux.

De Bethléem à Naplouse, en passant par Hébron, Jérusalem-Est, Ramallah et Masafer Yatta, partout la situation est explosive : dépossessions, meurtres, déplacements forcés, villages incendiés, récoltes et bétail détruits. La Cisjordanie est livrée à la terreur des colons, bras armés du gouvernement israélien. Face à un colonialisme de remplacement, les Palestiniens dénoncent un génocide silencieux sur leur terre ancestrale : une spoliation d'une violence inouïe ; mais aussi une répression politique féroce : 356 journalistes tués depuis le 7 octobre, 11.000 prisonniers politiques illégaux, dont 350 enfants et Marwan Barghouti, tous soumis à la torture et aux sévices sexuels.

Un contrôle militaire total : comme les Palestiniens, ils ont vécu le système d'apartheid, marqué par des routes réservées aux colons et interdites aux Palestiniens. Devant eux, se dressait constamment le mur d'apartheid, tandis que des colonies en pleine expansion encerclent les villes bouclées par des portes en fer.

À Hébron, 800 colons et 1 500 militaires occupent le cœur de la vieille ville. À Masafer Yatta, les Bédouins sont réduits à vivre dans des grottes, après la destruction de leur maison. Aux côtés de Jamal Juma', de l'ONG Stop the Wall, ils se sont rendus dans la zone interdite E1, site stratégique du « Grand Israël ». Ce projet prévoit la construction de 3 400 logements illégaux pour relier Jérusalem à la colonie de Ma'alé Adumim, ce qui scellerait l'annexion totale des territoires.

Bassam Salhi, secrétaire général du PPP, et Aïda Touma-Sliman, députée communiste israélienne, après leur avoir rappelé que la stratégie d'Israël s'inscrit dans un processus historique d'expulsion du peuple palestinien qui prend sa source dès la Nakba



en 1948 (l'expulsion de 800 000 Palestiniens), ont dénoncé un gouvernement israélien qualifié de fasciste, sioniste et impérialiste. Celui-ci menace la paix au Moyen-Orient. À l'approche des échéances législatives en Israël, le pouvoir est prêt à tout pour éradiquer le peuple palestinien. Les deux dirigeants ont également alerté sur les menaces graves qui pèsent sur les Palestiniens d'Israël.

Le peuple palestinien résiste et ne lâchera pas sa terre : planter un olivier est un acte de résistance !

Ce qu'ils ont retenu, c'est la force d'un peuple debout qui refuse de disparaître et qui cultive l'espoir. La vitalité de la société civile palestinienne, de la jeunesse et des femmes force le respect.

Depuis 1967, la destruction d'un million d'oliviers par Israël constitue une stratégie délibérée pour empêcher la création d'un État palestinien viable. Accompagné d'Issa Elshateh, de l'association des agronomes arabes (AAA), ils sont allés à Sébastia, près de Naplouse, village agricole où les oliviers de la solidarité poussent. Le maire Mohammad Azem et les agriculteurs ont remercié chaleureusement le PCF ; la campagne des oliviers est vitale : elle soutient l'économie locale, la souveraineté alimentaire et protège les terres face à la colonisation. Ils leur ont réaffirmé leur détermination de planter des oliviers, pour ne pas abandonner leur terre ancestrale. Après avoir planté symboliquement un olivier, au cœur du village, pour sceller la pérennité de leurs engagements, la délégation communiste s'est engagée à amplifier la campagne. A ce jour, elle est un succès : 56.000 euros collectés et plus de 11.000 oliviers plantés au profit de 366 familles.

Le PCF appelle l'ensemble des fédérations à intensifier la mobilisation pour atteindre l'objectif de 100.000 euros !

Face au fascisme et à l'impérialisme : l'urgence de la paix, de la solidarité internationale et de la lutte politique

Le message des Palestiniens est unanime : l'urgence absolue est de mettre fin au génocide, d'instaurer une paix juste et durable, fondée sur le droit international. Maires, comités populaires, ONG appellent tous à multiplier les jumelages. Acte politique fort, ces partenariats renforcent les capacités de résistance, tout en légitimant des projets vitaux. Un projet de jumelage entre Hébron et Pau est déjà en cours, et d'autres municipalités s'engagent dans cette voie. Enfin, le PPP et le PCI ont insisté sur la nécessité de lier solidarité internationale et lutte politique. En

dénonçant la complicité des Etats-Unis et de l'Union européenne, ils appellent à unir les forces progressistes pour une paix fondée sur le droit international.

Or, la France continue de fournir du matériel militaire à Israël, compromettant la perspective de la solution à deux Etats.

La simple reconnaissance de l'Etat de Palestine par la France ne suffit pas. Le PCF appelle à des sanctions immédiates contre Israël. Seules des actions politiques fortes pourront créer les conditions d'un Etat de Palestine, libre et souverain sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, et garantir son droit à l'autodétermination, aux côtés de l'Etat d'Israël.

Le PCF appelle à signer la pétition nationale adressée à Emmanuel Macron pour exiger des sanctions, ainsi qu'à participer massivement aux mobilisations d'octobre contre les ventes d'armes à Israël.

C'est un combat contre le fascisme, une lutte universelle pour l'humanité, la justice et la paix. ■

Présidentielles au Brésil

Soutien aux forces de gauche et progressistes !

Le résultat du premier tour des élections présidentielles au Brésil est une terrible nouvelle pour l'avenir du pays. Le candidat arrivé en tête, Flávio Bolsonaro, représente non seulement un agenda de profonde et brutale régression sociale (avec la destruction de pans entiers du service public), démocratique (avec l'amnistie pour les putschistes de 2022, dont son père Jair Bolsonaro) et environnementale.

L'extrême droite a également renforcé son poids au Sénat, ouvrant la voie à des attaques contre le pouvoir judiciaire et en faveur de l'impunité de ses dirigeants.

Comme lors des élections récentes au Honduras, en Colombie, en Argentine ou au Pérou, l'extrême droite a bénéficié d'un soutien direct de l'Administration états-unienne et des réseaux MAGA, combinant menaces de mesures de rétorsion par le gouvernement Trump, ainsi que de "diffusion de fausses informations". Peu avant le scrutin, l'Agence brésilienne du renseignement (ABIN) avait alerté sur le niveau « critique » des ingérences étatsunienne dans le processus électoral.

S'il arrive au pouvoir, Flávio Bolsonaro remerciera son parrain en abdiquant la souveraineté nationale et en bradant les ressources du Brésil.

Le second tour des élections présidentielles, le 25 octobre, sera donc déterminant pour l'avenir du Brésil. Le PCF renouvelle tout son soutien au président Lula et aux forces de gauche et progressistes dans cette nouvelle bataille qui s'ouvre. Le PCF continuera de travailler main dans la main avec nos partenaires du PT et du PCdoB dans les prochaines semaines pour faire grandir les mobilisations populaires dans nos deux pays, seules à même de rendre la gauche de nouveau majoritaire au sein de la population. ■

Gnacs et Chacailles

UN PAPE A PARIS

« Le pape est une idole à qui on lie les mains et dont on baise les pieds » écrivait François Marie Arouet, dit Voltaire (1694-1778). Robert Francis Prevost né le 14/11/1955 à Chicago (U.S.A.), est un prélat américano-péruvien élu 167ème pape sous le nom dynastique de Léon XIV, le 8 mai 2025. Sa devise *"In illo uno unum, sed et nos multi in illo uno unum"* soit « bien que nous soyons nombreux, nous sommes un dans le Christ ». Son blason intègre le sceau de l'ordre de Saint-Augustin (ordre mendiant, établi en 1256 par le pape Alexandre IV, 1199-1261), dont il fut le supérieur général, ainsi qu'une fleur de lys représentant la Vierge Marie, Immaculée Conception, patronne du diocèse de Chiclayo au Pérou dont R.H. Prevost fut l'évêque. Dans le système papal monarchique, le pape élu du diocèse de Rome, détient une place unique dans l'Eglise catholique parce que le premier apôtre de Jésus, évêque établi vers 53 selon la tradition, est saint Pierre ou Siméon Bar-Yonah, juif de Galilée (né vers 30-martyrisé à Rome entre 64/68). Au fil du temps et de l'histoire humaine, l'Eglise connut bien des tribulations, martyres, schismes, guerres, Croisades, Inquisition, crimes, massacres, parmi d'autres, « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens ! », prononcé dit-on par Arnaud-Amaury, abbé de Cîteaux, peu avant le massacre de Béziers le 22/07/1209 ; ou les propos identitaires haineux de certains prédicateurs d'extrême-droite aujourd'hui. D'autres luttent avec courage et abnégation, tel l'abbé Joseph Bordes (1880-1944) vicaire à Mont-de-Marsan, ami de Pierre-Louis-Marcel Canguilhem, dit Cel-le-Gaucher (1895-1949, dessinateur et sculpteur, blessé et amputé d'où son surnom), soldats de la 1ère guerre mondiale. L'abbé Bordes Résistant, fut arrêté en 1943, déporté et fusillé par les nazis. Le terme papauté de création tardive, est utilisé pour la première fois par le pape Clément II (1046-1047) afin de marquer la supériorité de l'évêque de Rome sur l'épiscopat (dignité, fonction d'évêque). La façon de concevoir et d'exercer cette autorité a évolué au cours des siècles, tout comme l'élaboration de la doctrine de la primauté pontificale ou du dogme de l'infailibilité. En outre, sur le plan temporel, les papes ont été princes souverains des Etats pontificaux du 8ème à la fin du 19ème siècle, avant que ceux-ci ne soient intégrés au royaume d'Italie en 1870, le Vatican demeurant un Etat indépendant de 44 hectares enclavé dans Rome. Aux origines romaines, le pontifex, maître du pont sacré et gardien du culte, apparaît en français au XIIIe siècle sous le nom de pontife. Selon Tite-Live, (env. 64 av JC-17 ap JC) les pontifes étaient initialement responsables du pont Sublicius, premier pont de Rome, entièrement en bois. Considéré comme sacré, il devait pouvoir être rapidement démonté en cas d'invasion et tout dommage était perçu comme un mauvais présage. Le pontifex n'était pas seulement un prêtre, mais le gardien d'un ouvrage symbolique, garant de l'ordre religieux, politique et cosmique de la cité. Le lien symbolique demeure et, comme le pontifex antique, le pontife chrétien est celui qui veille au rite, garantit l'unité et assure la médiation entre les fidèles et le sacré. Léon XIV a foulé notre sol dans une incroyable ferveur populaire, réactivant ce rôle historique de faire tenir ensemble foi, mémoire, dialogue, en assumant la charge d'un pont. La loi du 9 décembre 1905 instaure en France, la séparation des églises et de l'Etat qui établit par la laïcité, la liberté pour chacune et chacun de croire ou ne pas croire et de pratiquer le culte de son choix sans contraintes autres que le respect de la liberté d'autrui. Si la venue de Léon XIV en France du 25 au 28/09/2026 peut contribuer au dialogue dans le respect des différences en combattant les discriminations et les discours haineux porteurs des pires crimes, c'est bien. Partout luttons pour la justice et la paix. *Patz sus terra aus ômis e a las hemnas de bona volentat* (Paix sur terre aux hommes et aux femmes de bonne volonté). ■

Roger La Mougne